

Table des matières

Introduction générale	7
PREMIERE PARTIE - Place des questions environnementales dans le droit primaire	13
Chapitre I - Problématique transversale	17
I - Historique	17
II - Développement durable (articles 3, par. 3, TUE et 11 TFUE ; articles 2 TUE, 2, 3 ET 6 TCE)	20
III - Clause d'intégration (article 11 TFUE ; article 6 TCE)	23
1 - Enjeux	23
2 - Droit primaire	24
3 - Droit proclamatoire	26
4 - Droit dérivé	27
5 - Fonction interprétative	29
6 - Contrôle de légalité ?	30
IV - Poursuite d'un niveau élevé de protection de l'environnement (article 3, par. 3, du TUE ; articles 114, par. 3, et 191 TFUE ; articles 2, 95, par. 3, et 174, par. 2, TCE)	31
1 - Droit primaire	31
2 - Droit dérivé	34
3 - Apports jurisprudentiels	34
4 - Interaction avec d'autres principes	36
V - Principe de subsidiarité (article 5 TUE, remplaçant en substance l'article 5 TCE)	37
Chapitre II - Commentaire du titre XX du TFUE (titre XIX du traité CE (article 191 à 193 TFUE ; articles 174 à 176 TCE)	39
I - Conditions de mise en œuvre d'une politique de l'environnement	39
1 - Politique et objectifs	39
§1 - Notion d' « environnement »	39
§2 - Une « politique dans le domaine de l'environnement »	41
§3 - Pluralité d'objectifs	42
2 - Principes directeurs	46
§1 - Principe du pollueur-payeur	48
§2 - Principe de prévention	50
§3 - Principe de correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement	50
§4 - Principe de précaution	51
§5 - Autres principes	55
3 Critères d'élaboration	57
II - Compétence partagée	59
III - Procédures d'adoption des actes de l'UE relatifs à la protection de l'environnement	61

1 - Procédure législative ordinaire	61
2 - Procédure législative spéciale	62
IV - Relations extérieures	66
1 - Reconnaissance d'une compétence concurrente	66
2 - Incidence du choix de la base juridique substantielle	70
3 - Obligations découlant des accords « mixtes » pour les Etats membres	70
4 - Extraterritorialité des accords conclus par l'Union	73
Chapitre III - Articulation des différentes bases juridiques des actes relatifs à la protection de l'environnement	75
I - Généralités	75
II - Articulation entre l'article 192 TFUE (175 TCE) et les autres bases juridiques	80
1 - Marché intérieur (article 114 TFUE ; article 95 TCE) et environnement (article 192 TFUE ; article 175 TCE)	80
2 - Politique commerciale commune (article 207 TFUE ; article 133 TCE) et environnement (article 191 TFUE ; article 174 TCE)	86
3 - Politique agricole commune (article 43 TFUE ; article 37 TCE) et environnement (article 191 TFUE ; article 174 TCE)	91
4 - Radiations ionisantes (article 31 TCEEA) et marché intérieur (article 114 TFUE ; article 95 TCE)	92
5 - Coopération policière et judiciaire en matière pénale (article 34 TUE), environnement (article 174 TCE) et transports (article 80, par. 2, TCE)	92
Chapitre IV - Droits fondamentaux et protection de l'environnement dans l'ordre juridique de l'UE	97
I - Le droit à la protection de l'environnement dans les traités de base et dans le droit dérivé	98
II - L'apport de la CEDH au droit à la protection de l'environnement	100
1 - Droit à la vie (article 2 CEDH)	101
2 - Droit à un procès équitable (article 6 CEDH)	102
3 - Droit à la vie privée et au domicile (article 8 CEDH)	103
4 - Droit à l'information et vie privée (article 8 CEDH)	108
5 - Droit à l'information (article 10 CEDH)	109
6 - Liberté de réunion et d'association (article 11 CEDH)	110
7 - Droit de propriété (article 1^{er} du premier protocole additionnel)	110
Chapitre V - Considération critiques	113
DEUXIEME PARTIE - Droit dérivé	115
Chapitre I - Présentation générale du droit dérivé	121
I - Facteurs influençant l'évolution du droit de l'environnement	121

1 - La science	121
2 - L'économie	126
3 - La société civile	128
4 - Les enjeux internationaux	129
II - Les avatars du droit de l'environnement	130
1 - Un droit victime de compromis	130
2 - Un droit victime de logiques antagonistes	132
III - Aspects institutionnels	134
1 - Les institutions	134
2 - Les comités scientifiques et la « comitologie »	135
3 - Les agences	137
IV - Typologie des sources	141
1 - Actes visés à l'article 288 TFUE (article 249 TCE)	141
2 - Actes innommés	144
3 - La jurisprudence	146
4 - La co-réglementation et l'auto-réglementation	148
V - Instruments propres au droit de l'environnement	152
1 - Mutation des techniques réglementaires	152
2 - Approches sectorielles et trans-sectorielles	153
3 - Zonage	155
4 - Instruments composites mis à contribution	156
5 - Standards	157
6 - Seuils	157
7 - Normalisation	158
8 - Installations et produits	159
Chapitre II - Programmation de la politique environnementale	163
I - La programmation générale	163
II - La programmation sectorielle	164
Chapitre III - Instruments transversaux	167
I - Présentation	167
II - Procédures d'évaluation des incidences	167
1 - Evaluation des plans et des programmes	168
§1 - Champ d'application	168
§2 - Instruction et décision	169
2 - Evaluation des projets	170
§1 - Champ d'application	171
§2 - Instruction, évaluation et décision	177
3 - Evaluation des plans et des programmes ayant un effet significatif sur les sites Natura 2000	179

III - Obligations d'information, de participation et d'accès à la justice imposées aux Etats membres	183
1 - Droit à l'information	183
2 - Droit à la participation	185
3 - Accès à la justice	186
IV - Obligations d'information, de participation et d'accès à la justice imposées aux institutions de l'UE en vertu du règlement 1367/2006/CE	188
1 - Droit à l'information	189
2 - Droit à la participation	190
3 - Droit au recours	190
V - Responsabilité administrative	196
1 - Conditions d'engagement de la responsabilité	198
2 - Mise en œuvre des mesures de police	200
3 - Effectivité	202
VI - Responsabilité pénale	202
Chapitre IV - Produits et déchets	207
I - Produits et déchets : une distinction en trompe-l'œil	207
II - Droit des produits	209
1 - Généralités	209
§1 - Evaluation et gestion des risques	209
§2 - Marché intérieur et environnement	216
§3 - Conception des produits	219
2 - Normes de produits	221
§1 - Définition	221
§2 - Détergents	221
§3 - Produits pétroliers et biocarburants	222
§4 - Véhicules automobiles	222
3 - Procédures applicables à la mise sur le marché et à l'utilisation des substances chimiques	223
§1 - Substances chimiques : le trinôme « classification », « préparations » et « restrictions »	223
§2 - REACH	228
§3 - Autres réglementations sectorielles applicables aux substances chimiques	231
§4 - Incidence du droit international	234
4 - Procédures applicables à la mise sur le marché et à l'utilisation des pesticides et biocides	235
§1 - Approche dichotomique	235
§2 - Pesticides	236
§3 - Biocides	240
§4 - Régimes transitoires	240

5 - Procédures applicables à la mise sur le marché et à l'utilisation des OGM	240
§1 - Présentation	240
§2 - Dissémination volontaire d'OGM dans l'environnement	241
§3 - Denrées alimentaires et aliments pour animaux génétiquement modifiés	244
§4 - Traçabilité et étiquetage des OGM	245
§5 - Mouvements transfrontières d'OGM	245
6 - Informations – Etiquetages environnementaux	246
III - Droit des déchets	247
1 - Généralités	247
§1 - Enjeux	247
§2 - Instruments et bases juridiques	248
2 - Législation-cadre et champ d'application des règles communautaires en matière de déchets	249
3 - Autres réglementations	255
§1 Règlement sur les mouvements transfrontières	255
§2 Installations et déchets dangereux	256
§3 Responsabilité élargie des producteurs et gestion des flux	257
4 - Niveau de protection, pouvoir d'appréciation, étendue de l'harmonisation et effectivité	261
Chapitre V - Installations polluantes	265
I - Généralités	265
II - IPPC	266
III - Contrôle des risques industriels	269
IV - Eco-audit	269
V - Prévention des nuisances sonores	271
Chapitre VI - Milieux récepteurs	273
I - Généralités	273
1 - Choix entre normes de rejet ou objectifs de qualité	273
2 - Obligations de résultat	274
II - Eaux	275
1 - Eaux continentales	275
§1 - Historique	275
§2 - Contrôle du rejet des substances dangereuses	276
§3 - DCE	278
§4 - Réglementations sectorielles	280
§5 - Réglementations sectorielles : désignation de zones	282
§6 - Approche économique	284
2 - Eaux marines	284
III - Air	285

1 - Normes de qualité	285
2 - Normes de rejets	287
IV - Sols	288
Chapitre VII - Climat et ozone	291
I - Lutte contre le changement climatique	291
1 - Droit international	291
2 - Engagements politiques : « Paquet énergie/climat »	294
3 - Système européen d'échange de quotas d'émission de GES	295
§1 - Contexte et objectifs	295
§2 - Champ d'application : installations et GES	298
§3 - Mécanismes d'autorisation des installations et système d'échange de quotas d'émission	300
§4 - Marché de droits d'émission	302
§5 - Liens entre le SCEQE et le protocole de Kyoto	310
4 - Autres mesures de réduction des émissions de GES	311
II - Protection de la couche d'ozone	313
Chapitre VIII - Protection de la nature et de la biodiversité	315
I - Présentation	315
II - Diversité écosystémique	319
1 - Réseau Natura 2000	319
2 - Autres règles contribuant à la conservation des habitats	322
III - Diversité systémique	324
1 - Notion d'espèce	324
2 - Espèces indigènes	325
3 - Espèces exotiques	326
4 - Détention d'espèces dans les jardins zoologiques	328
IV - Diversité génétique	328
Chapitre IX - Considérations critiques	331
TROISIEME PARTIE - Droit du marché intérieur	337
Chapitre I - Interdiction des entraves tarifaires	343
I - Interdiction des droits de douane et des taxes d'effet équivalent	345
1 - Généralités	345
2 - Champs d'application respectifs des articles 28 et 30 TFUE (articles 23 et 25 TCE) par rapport à d'autres dispositions de droit primaire	346
3 - Limites du régime d'interdiction	349
II - Interdiction des impositions intérieures discriminatoires	350

1 - Généralités	350
2 - Champ d'application de l'article 110 TFUE (article 90 TCE)	352
3 - Appréciation de la similarité entre les produits nationaux et les produits importés	355
4 - Fiscalité différenciée	356
§1 - Première condition : légitimité de l'objectif poursuivi	357
§2 - Deuxième condition : objectivité des critères de différenciation	357
§3 - Troisième condition : absence de discrimination	358
III - Perspectives	361
Chapitre II - Interdiction des entraves techniques	363
I - Champ d'application du régime d'interdiction des mesures d'effet équivalent à des restrictions quantitatives aux échanges	364
1 - Champ d'application <i>ratione materiae</i>	364
§1 - Généralités	364
§2 - Limites au champ d'application <i>ratione materiae</i>	371
2 - Champ d'application <i>ratione personae</i>	374
3 - Champ d'application <i>ratione loci</i>	375
II - Limites au régime d'interdiction	376
1 - Aperçu général	376
§1 - Trois catégories de dérogations	376
§2 - Conditions de licéité des dérogations	378
2 - Article 36 TFUE (article 30 TCE)	382
§1 - Santé publique	384
§2 - Protection des animaux et préservation des végétaux	385
§3 - Ordre public	387
3 - Protection de l'environnement en tant qu'exigence impérative d'intérêt général	387
4 - Droits fondamentaux et valeurs constitutionnelles nationales	391
III - Caractère extraterritorial des mesures portant atteinte à la libre circulation des marchandises	393
1 - Dimension extraterritoriale de la politique environnementale	393
2 - Justification à l'aune de considérations extraterritoriales de mesures nationales contraies à l'article 34 TFUE (article 28 TCE)	394
3 - Justification à l'aune de considérations extraterritoriales de mesures nationales contraies à l'article 35 TFUE (article 29 TCE)	395
4 - Harmonisation complète	399
IV - Proportionnalité des mesures environnementales	399
1 - Premier test : adéquation de la mesure par rapport à l'objectif poursuivi	401
2 - Deuxième test : contrôle de la nécessité de l'intervention de l'autorité publique	402
§1 - Examen du test de nécessité	402

§2 - Eléments susceptibles de corroborer la nécessité de la mesure.....	405
§3 - Critique de l'application du test de nécessité aux mesures environnementales.....	407
3 - Troisième test : caractère proportionné <i>stricto sensu</i> de la mesure	410
V - Perspectives	412
Chapitre III - Libertés d'établissement et de circulation des services	363
I - Droit d'établissement, libre circulation des services et environnement	413
II - Directive « services »	416
1 - Généralités	416
2 - Liberté d'établissement du prestataire de services	417
3 - Liberté de circulation du prestataire de services	418
III - Perspectives	420
Chapitre IV - Etendue des pouvoirs de police des Etats membres dans l'hypothèse d'une harmonisation	421
I - Régime dérogatoire de l'article 193 TFUE (article 176 TCE)	422
1 - Mesures de protection environnementale renforcées : champ d'application	422
2 - Conditions à remplir	423
§1 - Conditions de fond.....	423
§2 - Conditions de forme.....	428
II - Clauses dérogatoires prévues par l'article 114 TFUE (article 95 TCE)	428
1 - Etat de la question	428
2 - Clauses de sauvegarde expressément prévues par le droit dérivé	430
3 - Clauses de sauvegarde non prévues par le droit dérivé	432
§1 - Champ d'application.....	433
§2 - Justification des demandes de dérogation.....	434
§3 - Contrôle des demandes de dérogations.....	439
§4 - Incidence de la procédure de contrôle sur le droit national.....	443
§5 - Obligation de réexaminer les règles de droit dérivé.....	444
§6 - Contestation.....	445
III - Perspectives	445
Chapitre V - Procédures de prévention des entraves à la libre circulation prévues par le droit dérivé	447
I - Contrôle préventif des règles techniques nationales	447
1 - Champ d'application	448
2 - Régime	451
§1 - Obligation de notifier et de suspendre l'adoption du projet de norme.....	451
§2 - Sanction de l'inobservation de la procédure de notification.....	453

II - Autres procédures de contrôle préventif	454
Chapitre VI - Considérations critiques	457
QUATRIEME PARTIE - Droit de la concurrence	461
Chapitre I - Interdiction des ententes restreignant la concurrence	467
I - Diversité des accords et des ententes	467
II - Domaine d'application	468
1 - Champ d'application <i>ratione materiae et personae</i>	468
2 - Dimensions économique et géographique du marché de produits ou de services affecté par un accord anticoncurrentiel	470
III - Régime applicable aux ententes	471
IV - Conditions d'exemption	473
1 - Exemptions par catégorie et auto-évaluation	473
2 - Conditions visées au paragraphe 3 de l'article 101 TFUE	474
§1- L'amélioration de la production ou de la distribution et la promotion du progrès technique ou économique	475
§2 - L'avantage pour les utilisateurs	476
§3 - La proportionnalité de l'accord	478
§4 - Le maintien d'une concurrence efficace	480
Chapitre II - Abus de position dominante	483
I - Champ d'application <i>ratione personae et materiae</i>	483
1 - Marché de produits et des services en cause	483
2 - Marché géographique en cause	485
II - Régime applicable aux abus de position dominante	486
1 - Premier exemple d'abus : prix non équitables	488
2 - Deuxième exemple d'abus : limitation des marchés	488
3 - Troisième exemple d'abus : conditions discriminatoires	489
4 - Quatrième exemple d'abus : impossibilité d'accéder à des régimes spécifiques	489
Chapitre III - Soumission des mesures environnementales des autorités publiques au droit de la concurrence	493
I - Réglementations étatiques	493
II - Entreprises chargées d'un SIEG	496
1 - Principe d'égalité de traitement et régime dérogatoire	496
2 - Les SIEG et la protection de l'environnement	497
3 - Licéité des droits exclusifs et spéciaux	498
Chapitre IV - Aides d'Etat	503
I - Règles de fond	504

1 - Critères de l'aide étatique appliqués aux aides pour la protection de l'environnement	504
§1 - Première condition : l'origine étatique de l'aide	505
§2 - Deuxième condition : un avantage pour le bénéficiaire	506
§3 - Troisième condition : la sélectivité de la mesure	508
§4 - Quatrième condition : affectation de la concurrence et des échanges	510
2 - Application des critères à l'éco-fiscalité	510
3 - Dérogations accordées aux aides d'Etat pour la protection de l'environnement	514
§1 - Présentation générale	514
§2 - Le règlement général d'exemption par catégorie	516
§3 - L'encadrement communautaire des aides d'Etat pour l'environnement	517
§4 - Catégories d'aides couvertes par l'encadrement de 2008 et par le RGEC	520
§5 - La compatibilité des aides au regard du principe du pollueur-payeur	521
§6 - Proportionnalité des aides	523
II - Règles de procédure	525
Chapitre V - Observations finales	527
Conclusion	529
Bibliographie	533
Index alphabétique des matières	539
Index chronologique de la jurisprudence	553
Liste des abréviations et des acronymes	567
Table des matières	571